

Plan :

Remerciement.

Introduction.

Préliminaire : Informations générales.

I- La fiduciaire.

II- Le secteur d'activité de l'entreprise.

Partie 1 : l'analyse financière en théorie.

Chapitre 1 : l'analyse des états de synthèse.

Chapitre 2 : l'analyse financière par la méthode des ratios.

Chapitre 3 : le diagnostic du secteur.

Partie 2 : l'analyse financière en pratique.

Chapitre 1 : les résultats du diagnostic du secteur.

Chapitre 2 : l'analyse des états de synthèse.

Chapitre 3 : l'analyse financière par la méthode des ratios.

Chapitre 4 : l'analyse financière dynamique.

Conclusion.

Annexes.

Bibliographie.

Table des matières.

Introduction :

Maîtriser la situation financière est l'un des maîtres objectifs de l'entreprise. Les besoins renouvelés des clients, l'augmentation du pouvoir de négociation des fournisseurs, l'agressivité des concurrents, les exigences des actionnaires en matière de profit sont tous des facteurs qui conjuguent leurs forces pour contraindre les entreprises à suivre leurs évolutions économiques et ce par le biais du diagnostic financier. De là découle l'objectif de ce rapport qui est : présenter une démarche de l'analyse financière laquelle est appliquée sur un cas réel.

Ce présent rapport recèle deux grandes parties :

[pic] Une partie théorique qui tout en constituant la référence de base, elle un pont nécessaire pour la bonne maîtrise du sujet. En outre de la place de l'analyse financière dans la stratégie qui y est appréhendée, cette partie théorique explicite les notions et les principes fondamentaux indispensables pour la compréhension du thème.

[pic] Une partie pratique qui étudie la santé financière d'une entreprise industrielle opérant dans le secteur des emballages. Pour des raisons de confidentialité, la dénomination sociale de ladite entreprise ne sera pas mentionnée.

[pic] Avant d'attaquer ces deux grandes parties, il convient tout d'abord de présenter brièvement la fiduciaire fidet dans laquelle le stage a été effectué. C'est le préliminaire.

Des annexes sont présentées, en dernier lieu, pour mieux clarifier les points traités.

Préliminaires : Note de présentation de la fiduciaire.

Avant d'entamer l'analyse financière de l'entreprise, il convient tout d'abord de présenter le cadre dans lequel le stage d'application a été effectué.

1-l'historique :

Le 1er mars 1976, le promoteur, Monsieur Mohamed EL YAZAJI, créa le cabinet sous forme d'une entreprise individuelle, sous l'enseigne commerciale de « agence fiduciaire du détroit. Depuis le 1er janvier 1994, la forme juridique du cabinet a été transformée en SARL dans le cadre de l'article 7 de la loi de finance pour l'année 1993.

2-Activité :

La clientèle de la fiduciaire du détroit se compose actuellement de 320 clients (dont 240 sociétés et 80 personnes physiques.

Dans le cadre de son activité, le cabinet accomplit quatre principaux travaux : les travaux d'ordre comptables, juridique, fiscaux et d'ordre économique et financiers.

o les travaux comptable :

selon la nature et les besoins des entreprises, la fiduciaire organise et met en place un service et un plan comptable conformes aux normes marocaines.

Si les entreprises décident de sous traiter, fidet se charge de la tenue et le traitement informatique de la comptabilité, paie du personnel, établissement des déclarations sociales et fiscales, recrutement et formation du personnel.

o Travaux juridiques :

Le créneau juridique a pour missions principales :

la constitution des sociétés sous toutes formes juridiques, le suivi des changements survenus au cours de la vie des sociétés (transformation des formes, augmentation/réduction du capital, cessions des parts sociales, dissolutions, fusion.....), la tenue et mise à jour des dossiers juridiques et leurs conservations, rédaction des contrats, conseil...

Travaux d'ordre fiscaux, économiques et financiers :

Si les entreprises veulent consentir un emprunt auprès de la banque pour création, extensions ou reconstitution du fond de roulement, fidet se charge de l'étude de ce projet tout en analysant la situation financière desdites entreprises.

Sous l'angle fiscale, fidet établit pour les entreprises tous types de déclarations fiscales. Elle assiste et suit lors des contrôles fiscaux, assiste et suit les dossiers de contentieux fiscaux et elle offre des conseil en matière fiscale.

3-fiche signalétique :

- Dénomination : Fidet.
- Siège social : 5.Avenue Beethoven, immo l'opéra
2ème étage n° 13 tanger.
- Téléphone : 039 94 11 08 - 94 49 77.
- Fax : 039 94 19 83.
- E-Mail : fidet @ iam. Net. Ma
- Forme juridique : SARL.
- Date de construction : 1976.
- Durée de vie : 99 ans.
- CNSS : 1005661.
- Patente : 50474280.
- TVA : 956842.
- IS : 04901835.
- Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre.

4-la structure organisationnelle :

l'organigramme de la fiduciaire se présente comme suit :

5- la procédure du travail du service comptabilité :

La fiduciaire fidet ne dispose pas d'un service financier à part entière, les travaux financiers sont accomplis dans le service comptable .

Les premiers jours de stage ont été consacré à une prise de connaissance de son organisation :

a- comme les pièces comptables (factures- relevés bancaires- bon de caisse...) constituent le point de démarrage et la base du travail du comptable, la première tâche consiste à trier ces différents éléments en :

- factures d'achat
- factures de vente
- pièces de banque
- bon de caisse

Ce triage s'adapte à la structure du progiciel « Rodin » qui comporte six journaux auxiliaires : journal d'achat- journal de vente- journal de banque- journal de caisse- journal de paie et le journal des opérations divers.

b- Classer les pièces dans des classeurs codifiés. Le système de codification retenu par la fiduciaire est très simple :

Un seul code pour une seule entreprise

le premier numéro qui est 1000 est attribué à la première entreprise cliente, Le dernier est attribué à la dernière.

En cas de retrait d'un client, les informations lui sont relatives ainsi que son code sont maintenus.

Le classement des pièces se fait par ordre chronologique décroissant. Toutefois l'entreprise cliente peut exiger une autre méthode (ex : par ordre croissant des numéros de chèque par lesquels les factures ont été réglées). Sa volonté ne peut être que respectée dans une fiduciaire flexible et soucieuse de satisfaire au mieux les exigences du client comme la fidet.

c- Enregistrer les opérations sur les journaux auxiliaires.

Ex : Une société de construction « Ibafig » a acheté le 15/01/02 de comptoir namri des matériaux de valeur : 10000 dhs TTC (dont 2000 TVA) et ce par facture n°00123 réglée le jour même par chèque bancaire n° 738114.

La saisi se fait comme suit :

Dans le journal « achat » code :60 du mois 01/02

jj	Cde lib	libellé	Montant		N° de
			En débit	En crédit	
15	08	F/00123 Namri	8000		61211
15	08	F/00123 Namri	2000		34552
15	08	F/00123 Namri		10000	4411C 03*

* le code fournisseur se compose de trois parties :

la première partie est toujours : 4411

La deuxième partie correspond à la première lettre du nom du fournisseur

La troisième partie est le numéro de série

Dans le journal « banque » code : 50 du mois 01 /02

jj	Cde lib	libellé	Montant		Compte à	
			débit	créditer	Compte à	
15	07	Reg F/00123 Namri chq 114	10000	4411C 03		51411*

* Le compte 51411 est réservé a la banque domiciliaire : BP

d- vérifier les comptes pour : - corriger des erreurs éventuelles

telles qu'un solde fournisseur débiteur ou un solde client créditeur

- savoir le sort des montants inscrits en compte d'attente : 4497

- s'assurer que le compte « virement de compte » est soldé

- s'assurer également que le total des soldes débit de fin période = total solde créditeur de début période

6- Mise en évidence de certains problèmes :

Au stade de l'enregistrement, le comptable se plaint du manque d'information et/ou de sa mauvaise qualité.

Manque d'information : ce problème se ressent essentiellement lors de l'enregistrement des opérations bancaires, en effet le comptable se base sur les relevés bancaires et/ou les talons de chèques . Or ces deux éléments à eux seuls ne permettent guère de savoir que :

telle facture a été payée par tel chèque à l'ordre d'un tel fournisseur.

Faute de cette information, le comptable se trouve contraint à appeler l'entreprise en question ou à chercher lui même dans le classeur la facture qui correspond aux numéro de chèque. Cette petite tâche lui prend 3 à 5 mn par facture, alors quel sera le cas pour une dizaine de factures.

Pour résoudre ce problème on propose la chose suivante :

La fiduciaire devra exiger de l'entreprise de lui délivrer mensuellement une liste détaillée faisant apparaître la destination du chèque et le numéro de facture au titre de laquelle il a été emis.

Information tardive : des factures encaissées lors du 2ème trimestre peuvent ne pas parvenir qu'au 3ème trimestre. Ceci pose des difficultés à l'établissements de la déclaration du TVA

Informations erronées : Factures comportant des erreurs de calcul (ex : $mt\ HT * TVA \# mt\ TTC$).

Si cela démontre quelque chose, il démontre

-l'immatiruté des gérants des PME,

-l'ignorance totale que l'information est un outil de gestion irremplaçable pour les comptables et les financiers.

-La non conscience des repercussions de ces retards en information sur la fiabilité des résultats et sur les charges d'exploitation (l'entreprise supporte des amendes et des pénalités alors qu'elle aurait pu les éviter).

Il reste aux dirigeants marocains un long chemin à parcourir pour avoir un esprit managérial garant de la pérennité.

Certe, c'est un gisement sur lequel les fiduciaires doivent miser où elles peuvent apporter des contributions appréciables pour mettre à niveau les PME.

Leur rôle ne devrait pas se limiter à une simple tenu de comptabilité ou à une assistance en matière fiscale ou financière ;

Le conseil en gestion (la gestion du temps ou la gestion des ressources humaines) est également primordiale pour inculquer aux chef d'entreprises les principes d'une gestion saine à même de faire sortir les PME de leur situation actuelle.

L'analyse financière développe un cadre permettant l'évaluation de la conjoncture économique, de différents secteurs industriels et de compagnies.

L'actionnaire, actuel ou potentiel, comme le créancier font appel à l'analyse financière. Pour l'actionnaire, l'analyse financière mesure comment l'entreprise est capable de créer de la valeur, elle débouche normalement sur une analyse de la valeur de l'action et finalement sur une recommandation d'achat ou de vente de cette action.

Pour le créancier, l'analyse financière mesure la solvabilité et la liquidité de l'entreprise, c'est-à-dire sa capacité à faire face à ses engagements et à rembourser ses dettes en temps voulu.

Pour le dirigeant, il cherche à suivre l'évolution économique de son entreprise

Cependant, il n'y a pas en analyse financière deux processus différents selon que celui qui la mène est actionnaire ou créancier. Même si la motivation finale est différente, les techniques utilisées sont les mêmes, pour la simple et bonne raison qu'une entreprise qui crée de la valeur sera solvable et qu'une entreprise qui détruit de la valeur aura tôt ou tard des problèmes de solvabilité. Au demeurant de nos jours, créanciers comme actionnaires se retrouvent autour du tableau de flux de trésorerie qui mesure pour les premiers la capacité à rembourser les dettes dues et, pour les autres, les flux de trésorerie disponibles, pilier de toute valeur.

L'analyse financière passe d'abord par une compréhension détaillée de "l'économie" de l'entreprise : compréhension du marché de l'entreprise, de la place qu'elle y occupe, de l'adéquation de ses modes de production. Puis par une analyse détaillée des principes comptables suivis afin de s'assurer qu'ils traduisent la réalité économique de l'entreprise et qu'ils ne la travestissent pas.

A partir de l'exploitation d'informations économiques et comptables et L'interprétation des états financiers, l'analyse financière vise à redécouvrir la réalité d'une société à partir de données " codées ". Elle permet ainsi de porter un jugement global sur la situation actuelle et future de l'entreprise analysée. Sur le plan pratique, l'analyse financière :

1 / replace l'entreprise dans son environnement économique

2/ étudie successivement les états de synthèse, la création de richesse (évolution de l'activité, étude de la formation des marges), la politique d'investissement, des amortissements et leur politique de financement pour conclure sur la rentabilité de l'entreprise(les immobilisations doivent être suffisamment rentables : rentabilité économique et rentabilité des capitaux propres, effet de levier).

Chapitre 1 : Etude des états de synthèse :

Toute analyse financière saine et réussie est subordonnée à la fiabilité des informations contenues dans les différents états de synthèse. Le bilan en est le plus important, or il se peut qu'il présente des informations qui ne collent pas bien avec la réalité.

Pour ces raisons, un rappel du concept « bilan » et ses limites s'impose, il en va également ainsi pour l'approche qui permet de pallier ces limites.

I- Le bilan :

le bilan est un document de synthèse dans lequel sont regroupés, à une date donnée, l'ensemble des ressources dont a disposé l'entreprise et l'ensemble des emplois qu'elle en a fait. il montre sa position financière à un moment dans le temps. Ce n'est ni plus ni moins qu'une photo de la société.

1- le bilan fonctionnel.

Le bilan fonctionnel est le bilan qui est préconisé par le plan comptable. Il est dit fonctionnel par ce qu'il est basé sur les cycles financiers de l'entreprise (financement, investissement et exploitation)

- la fonction financement qui regroupe les postes de capitaux propres, de dettes financières ainsi que les amortissements et provisions.

▪ La fonction investissement qui concerne les immobilisations incorporelles, corporelles et financières (quelles que soit leurs durée de vie), ainsi que les charges à répartir sur plusieurs exercices et les primes de remboursement des obligations.

▪ La fonction d'exploitation qui, entendu au sens large, reçoit tous les autres postes c'est à dire :

A l'actif :

- Les postes directement liés aux opérations du cycle d'exploitation (stocks, créances client et comptes rattachés...) qui constituent l'actif circulant d'exploitation.

- les postes de disponibilités lesquels forment l'actif de trésorerie.

Au passif :

- Les postes relatifs aux opérations du cycle d'exploitation (dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales...)
- Les postes liés aux opérations diverses (dettes sur immobilisations, dettes fiscales relatives à l'impôt sur les bénéfices...) que représentent les dettes hors exploitation.

Ainsi, le bilan fonctionnel exprime, à une date donnée, l'état patrimonial de l'entreprise résultant de son fonctionnement normal, ce qui permet de porter une appréciation sur celui-ci et d'en prévoir l'évolution.

Les limites du bilan :

- La première raison de se méfier du bilan est liée à sa conception fonctionnelle, celle-ci a donné lieu à plusieurs critiques vue son caractère statique, le bilan est et reste une position à une date donnée. La veille et le lendemain la structure peut être complètement différente. De plus, rien n'empêche la société d'effectuer un nettoyage de son bilan juste avant la date qui sera utilisée pour la publication pour rendre ce dernier plus 'amicale'. C'est notamment le cas avec les dettes à court terme. Même si de plus en plus les sociétés doivent suivre des règles comptables strictes, et même si elles sont contrôlées pour cela.
- La deuxième raison est le délai de publication, Il peut en effet s'être passé plusieurs semaines ou même mois entre la date du bilan et la date de publication ou encore entre cette dernière et la date du commencement de l'analyse financière. Ce qui fait que l'information publiée peut ne plus correspondre à la réalité. Entre ces deux dates, la structure du bilan a pu être complètement bouleversée.
- La troisième raison est la méthode d'évaluation des actifs . Le principe du coût historique (la valeur d'acquisition des biens inscrits dans le bilan reste intangible) fait que souvent la valeur du marché du bien est nettement supérieure à sa valeur historique. Pour bien utiliser le bilan à des fins d'analyse financière, il est indispensable de faire un passage du bilan fonctionnel au bilan financier.

2 : le bilan financier :

l'analyse financière à partir des documents comptables est rendue parfois difficile, du fait de la divergence entre la logique comptable ou fiscale et la logique financière. Aussi, convient-il de procéder à certains retraitements et /ou reclassements de créances et de dettes, pour améliorer la qualité de l'information bilantielle et l'adapter aux impératifs de l'analyse et du diagnostic financiers. Donc, l'objectif du bilan financier est de faire apparaître le patrimoine réel de l'entreprise et d'évaluer le risque de non liquidité de celle-ci .

Par liquidité, il faut entendre : capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes à moins d'un an à l'aide de son actif circulant (à moins d'un an). La poursuite de cet objectif explique les corrections qui doivent être apportées au bilan fonctionnel pour obtenir le bilan financier.

Les principales corrections sont :

- Les reclassements de l'actif :

*Pour le stock outil qui est destiné à être conservé dans l'entreprise pendant une période excédant un an, il convient d'en retrancher le montant de l'actif circulant et de le rajouter à l'actif immobilisé.

*Les actifs à moins d'un an sont à éliminer de l'actif immobilisé et à intégrer à l'actif circulant. On procède de la même façon pour les actifs à plus d'un an.

*Si les titres et valeurs de placement sont facilement négociables et liquides, il convient de l'en retrancher le montant de l'actif circulant pour en alimenter la trésorerie.

Les retraitements de l'actif fictif :

Il s'agit notamment des immobilisations en non-valeur, leur montant est à retrancher à la fois de l'actif et des capitaux propres. D'autres mesures concernent les écarts de conversion et les plus ou moins-values latentes.

Les corrections du passif :

Le bilan financier est toujours établi après répartition du résultat.

Donc la première étape consiste à répartir le résultat.

- Les dettes à plus ou moins un an font l'objet du même traitement que les créances c-à-d la partie à moins d'un an d'échéance est affectée au passif circulant.

- Les dettes fiscales différées ou latentes : la réévaluation de certains éléments de l'actif induit à une fiscalité latente qui doit supporter l'impôt sur le résultat (on rapporte aux capitaux propres la partie nette d'impôt et en classe les dettes latentes en dettes de financement ou en passif circulant). De la même façon les économies d'impôt résultant de la moins-value sur les éléments de l'actif sont à prendre en considération.

3-fonds de roulement – besoin en fonds de roulement :

le fonds de roulement net global est la partie des ressources durables qui concourt au financement de l'actif circulant. C'est une garantie de liquidité de l'entreprise. Plus il est important, plus grande est cette garantie.

Le fonds de roulement est égale à la différence entre les ressources durables et les emplois stables . autrement dit, entre le financement permanent et l'actif immobilisé.

Toutefois, le fonds de roulement net global, pris isolément, n'a qu'une signification relative. Pour déterminer si son niveau est satisfaisant, il faut le comparer au besoin en fonds de roulement.

Besoin en fonds de roulement :

le fait pour une entreprise de ne pas encaisser ses créances immédiatement crée un besoin en fonds de roulement. Autrement dit, celle-ci doit trouver un financement suffisant pour assurer sans heurt la couverture de son cycle d'exploitation. Si corrélativement, elle ne paye pas ses dettes immédiatement, elle bénéficie d'un financement non plus par encaissement mais par non décaissement, ce qui revient pratiquement au même.

Le Besoin en fonds de roulement (BFR) est donc le solde des comptes de bilan directement rattachés au cycle d'exploitation (essentiellement les postes clients, fournisseurs et stocks).

Calculé à la date d'arrêté des comptes, il n'est pas forcément représentatif du besoin permanent de l'entreprise et ne doit donc s'analyser que dans une perspective évolutive.

Tous les éléments constituant le BFR à un instant donné disparaissent rapidement : les stocks sont consommés, les fournisseurs sont réglés, les créances clients sont encaissées. Cependant, ces créances clients, ces dettes fournisseurs et ces stocks sont immédiatement remplacés par d'autres. Le BFR est donc à la fois liquide et permanent.

Le BFR se calcule par la différence entre l'actif circulant hors trésorerie et le passif circulant hors trésorerie. Si la différence est positive. Cela signifie que les emplois sont supérieurs aux ressources, ce qui traduit un besoin de financement global qui doit être comblé. En cas de différence négative, il s'agit alors d'une ressource de financement.

Il est rare que le fonds de roulement soit égale au besoin en fonds de roulement.

Si $FR > BFR$ le fonds de roulement finance en totalité le BFR et il existe un excédent de ressources qui se retrouve en trésorerie.

Si FR dettes de financement), l'entreprise est indépendante des tiers personnes qui n'ont pas un grand mot à dire sur sa gestion. Cette structure financière profite également aux créanciers qui voient les capitaux propres prédominés ce qui constitue une bonne garantie en cas d'insolvabilité ou de liquidité.

2- L'endettement à terme :

La capacité d'endettement à terme est mesurée par trois ratios équivalents dont on retient une expression :

$$\frac{\text{Dettes de financement}}{\text{Capitaux propres}}$$

La valeur de ce ratio doit être inférieure à 1, s'il l'est, l'entreprise a une capacité d'endettement potentielle, sinon sa capacité est saturée et doit obligatoirement recourir à ses fonds propres pour assurer le financement de son activité car toute demande de crédit bancaire sera vouée au refus, la norme bancaire n'étant pas respectée.

Donc il est dans l'intérêt de toute entreprise d'essayer de maintenir la valeur de ce ratio inférieur à 1 pour garder le plus de possibilité pour se procurer de l'argent.

3- La capacité de remboursement des dettes à terme :

Le ratio $\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Dettes à terme}}$ traduit le nombre d'années

Nécessaires à l'entreprise pour rembourser intégralement ses dettes à terme au moyen de la capacité d'autofinancement qu'elle dégage. La norme bancaire exige que les dettes à terme doivent être inférieures à cinq années de capacité d'autofinancement.

Si cette norme n'est pas respectée, les banquiers considèrent la situation financière de l'entreprise comme risquée et les créanciers à long et moyen terme risquent de ne pas rentrer dans leurs fonds.

Le ratio $\frac{\text{Résultat net}}{\text{Charges financières}}$ indique la part du résultat

d'exploitation qui couvre les charges financières.

II-Les ratios de la liquidité :

Une entreprise est liquide quand les ressources dégagées par ses opérations courantes lui fournissent les disponibilités suffisantes pour faire face à ses échéances à court terme.

Le ratio de la liquidité générale :

Les deux termes de ce ratio définissent le fonds de roulement, or la liquidité ne peut être valablement appréciée à partir du seul fonds de roulement. S'il est supérieur à un, cela ne permet pas de préjuger du degré de liquidité de l'entreprise. En fait, il s'agit plus du ratio de solvabilité qu'un ratio de liquidité.

La solvabilité étant l'aptitude de l'entreprise à régler ses dettes dans l'hypothèse d'une liquidité.

Ratio de liquidité réduite :

Comme la liquidité des stocks n'est pas toujours évidente (stock outil), les financiers retiennent généralement le ratio de liquidité réduite suivant :

Actif circulant – stocks

Passif circulant

Ratio de liquidité immédiate :

Il mesure la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme grâce à ses moyens disponibles. Le ratio est le suivant :

Disponibilités

Passif circulant

L'analyse de la liquidité est généralement complétée par les ratios de gestion qui intègrent la rotation effective des postes de l'actif circulant hors trésorerie et du passif circulant hors trésorerie.

III- les ratios du besoin en fonds de roulement :

Il s'agit des ratios des créances clients, des dettes fournisseurs et de rotation des stocks.

1- les créances clients :

Plusieurs facteurs déterminent le délai moyen de règlement des clients : les pratiques en cours dans le secteur, le pouvoir de négociation avec les clients... une durée inférieure à celle du secteur constitue un avantage concurrentiel pour l'entreprise. Le cas inverse traduit un faible pouvoir de négociation et des difficultés commerciales.

Clients et comptes rattachés – clients créditeurs x 360 jours
Ventes TTC

2- les dettes fournisseurs :

Un délai de règlement fournisseurs supérieur à celui du secteur peut refléter une politique forte de négociation ; en parallèle, il peut être un signe de dépendance tout à fait dangereuse et coûteuse. Le cas contraire, c'est un signe d'une trésorerie confortable qui permet à l'entreprise de régler ses fournisseurs par anticipation et profiter ainsi d'escomptes de règlement.

Fournisseurs et comptes rattachés – fournisseurs débiteurs x 360j
Achat TTC

3- la rotation des stocks :

Le ratio de rotation permet de fonder une idée sur le délai moyen d'écoulement des stocks. C'est à dire le délai moyen pour que le stock se transforme en créances sur la clientèle ou en liquidités.

L'étude des stocks revêt une importance particulière car ils renseignent utilement sur la liquidité de l'entreprise et sa politique commerciale.

Stock moyen de MP x 360 jours

Achats consommés de matières et fournitures

Stock moyen de produit en cours x 360j
Production vendue

Stock moyen de produit finis x 360j
Production vendue

Chapitre 3 : Diagnostic du secteur

Avant tout diagnostic financier, une étude sectorielle s'impose pour situer l'entreprise dans son environnement.

le cas échéant la fiabilité des résultats de l'analyse sera remise en cause.

Et pour mener à bon port cette étude, on propose de suivre le modèle suivant :

I- Modèle d'une étude sectorielle :

Caractéristiques de l'industrie :

Inclusion, si possible, des éléments suivants :

définition du secteur (secteur primaire, secondaire ou de services)

chiffre d'affaires globales (date)

structure du marché, liens avec les fournisseurs, sources de R&D, changements technologiques

propriété / concentration

nombre total d'établissements (date)

distribution géographique des établissements

rendement financier récent

principaux facteurs de la demande

principaux facteurs de succès

Moteurs du changement

- Questions économiques et commerciales

pressions économiques ou commerciales (mondialisations, fusions, etc.)

- Questions réglementaires

réglementation (environnement, économie, etc.)

- Questions liées à la technologie

technologie (types éventuels : informatique, biotechnologie, produits, processus, matériaux, etc.)

- Questions sociales et démographiques

facteurs sociodémographiques

Tendances de l'emploi

Inclusion, si possible, des éléments suivants :

nombre total des effectifs employés

principaux postes

principaux traits démographiques (âge, instruction, équité en matière d'emploi)

roulement / cheminement de carrière typique / mobilité, fidélité à la profession

Tendances en matière de formation

sources de formation de base (apprentissage, collège, FCE d'employeurs, etc.)

planification et infrastructure de formation interne

Pratiques de gestion des RH

Inclusion éventuelle de sujets tels que :

législation sur l'emploi / territoires de compétence

pratiques de recrutement

structure de rémunération

pratiques de compression des effectifs

activité ou capacité actuelle en matière de planification de RH

NOTE : Ce guide comprend les grandes lignes du type de renseignements généralement résumés dans chaque sous-section. Les résultats de l'étude d'un secteur donné ne contiennent pas nécessairement des renseignements pertinents dans toutes les rubriques énumérées ci-après.

Les résultats sont regroupés en points forts et en points faibles
Chapitre 1 : Les résultats du diagnostic du secteur.

Avant d'exposer les résultats sur lesquels l'étude a débouché, il est nécessaire de rappeler quelques limites du diagnostic.

I- Les limites du diagnostic :

Elles s'expliquent essentiellement par les difficultés rencontrées et qui ont influencé la qualité et la fiabilité des résultats.

- Le manque d'information est le plus qui a fait obstacle : la direction de statistique et les autres organismes sont dans l'incapacité de fournir des renseignements récents sur les normes sectorielles telles que le délai de crédit fournisseur/client – le taux de rentabilité économique et financière – la valeur ajoutée etc

En outre l'absence d'informations précises relatives à un sous-secteur rend le diagnostic moins fiable .

-La non actualisation des informations, les plus récentes remontent à 2000...

Par conséquent, on n'a pas des moyens efficaces pour apprécier correctement les différents éléments apportés par l'analyse financière.

II- Résultats :

le secteur des emballages –comme tous les secteurs- offre des opportunités clés de l'expansion et du développement que les chefs entreprises ne doivent jamais laisser passer . En parallèle, il y a des points qui perturbent la bonne démarche des entreprises , ce sont les menaces que les entrepreneurs doivent -par leur expertise- les esquiver et pourquoi pas rendre de ces difficultés des grands atouts.

1- les points forts du secteur des emballages :

*L'urbanisation croissante de la population et l'allongement des filières agroalimentaires conduisent, dans tous les pays du monde, à un accroissement rapide de la demande en emballages alimentaires. Le maroc n'échappe pas à cette tendance.

* L'industrie de l'emballage marocaine est plus développée et plus diversifiée en comparaison à des pays qui sont sur la même échelle de croissance que le Maroc.

*Tous les types d'emballage (en papier-carton, en plastique, en textile, métallisés), à l'exception du verre, y sont représentés :

2,1 % du chiffre d'affaires généré par le tissu industriel relèvent de l'emballage, 3,25 % du personnel industriel travaillent dans ce secteur. Si on raisonne en terme de grand secteur, 5,2% du Pib marocain émane de l'industrie chimique & parachimique :

Tableau 1 : L'INDUSTRIE DANS LE PIB MAROCAIN

GRAND SECTEUR	EN %
IND. AGRO-ALIMENTAIRES	5,3
IND. TEXTILES & CUIR	2,7
IND. CHIMIQUES & PARACHIMIQUES	5,2
IND. MECANIKES & METALLURGIQUES	1,7
IND. ELECTRIQUES & ELECTRONIQUES	0,5
Total	15,4

SOURCE : Enquête annuelle sur les industries de transformation Département du Commerce et de l'Industrie

La lecture de ce tableau fait ressortir un point fort non négligeable :

*Le grand secteur chimique et parachimique (dont le sous-secteur industrie des emballages forme une composante essentielle) occupe le deuxième rang avec une différence marginale (0,01%) du premier (secteur agroalimentaire).

En outre la forte dépendance de l'industrie des emballages du niveau de production agroalimentaire veut que ce dernier soit toujours en tête.

*Sur le plan financier, les entreprises spécialisées ont, en grande majorité, une situation financière saine.

La tendance générale est depuis quelques années à l'amélioration et à l'innovation des produits, ainsi qu'à la modernisation des équipements.

*Sur le plan productif, l'appareil de production est relativement performant.

GRAND SECTEUR	1999	2000	00/99 %
IND. AGRO-ALIMENTAIRES	7983	18142	1
IND. TEXTILES & CUIR	9748	9444	-3
IND. CHIMIQUES & PARACHIMIQUES	17423	17897	3

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR GRAND SECTEUR

Comme on peut le constater, c'est le secteur de l'industrie chimique et parachimique qui a enregistré lors des deux exercices 1999 et 2000 le niveau de production le plus élevé.

Pour ce qui est investissement :

*Le secteur est entraîné par une forte demande locale et surtout par l'importance des exportations agro-industrielles. L'expansion des industries agroalimentaires (voir tableau 1), fortes consommatrices d'emballages, est un gage de pérennité pour les entrepreneurs. Le marché intérieur est essentiellement orienté vers la vente au détail ; quant à la demande du secteur exportation, elle évolue en lien étroit avec les réglementations des pays importateurs, européens essentiellement.

Tableau 2 : EVOLUTION DES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES PAR GRAND SECTEUR HautHaut

Valeur en millions de DHS

	1999	2000
GRAND SECTEUR		
00/99 %		
IND. AGRO-ALIMENTAIRES	8016	7929
-1		
IND. TEXTILES & CUIR	16274	15670
-4		
IND. CHIMIQUES & PARACHIMIQUES		10699
10883		
2		

2- les points faibles (menaces) :

Malgré ces points positifs, le secteur industriel de l'emballage présente des points faibles.

*Il dépend presque totalement des matières premières importées à des prix très élevés (90 % des achats totaux). Les emballages plastique sont constitués avec des matières premières importées à 84 % : résines synthétiques telles que polyéthylène haute et basse densité, polypropylène, etc.

*Il faut y ajouter de nombreux problèmes de rupture de stock, de frais de transport élevés et de dépendance vis-à-vis des services douaniers. La fiscalité représente une part très importante du prix de revient d'un emballage.

*Certains facteurs de production, notamment celui de l'énergie électrique, ont également un coût prohibitif. En conséquence, les emballages ont un prix de vente très élevé, le double par rapport à l'identique européen ou asiatique, ce qui incite à l'importation de produits finis et provoque de nombreux problèmes de qualité et de régularité d'approvisionnement, ainsi que trop peu de diversité.

*Parmi les autres points faibles, on peut citer l'insuffisante formation des personnels, le manque de dialogue et de coordination entre producteurs et utilisateurs.

*Pas de standardisation ni de certification qualité. Pas de recherches non plus ; uniquement du transfert de technologie.

Les utilisateurs se plaignent de la faible diversité des produits proposés, notamment pour l'exportation. En l'absence de concurrence, les industriels de l'emballage imposent leur produit.

3- Analyse de la concurrence :

les entreprises industrielles, lourdement taxées, se plaignent de la concurrence "déloyale" représentée par les « micro » entreprises artisanales du secteur informel. ces dernières sont plus souples , ne payent pas d'impôt , elles s'adaptent rapidement aux variations de la demande en proposant une gamme plus large de produits.

il ne fait pas de doute que le consommateur en bénéficie, du fait de prix de vente inférieurs et d'une offre plus variée.

De nombreux artisans proposent également des emballages alimentaires en fibres végétales (jute, sisal...). Les paniers et différentes feuilles d'arbres ou d'arbustes servent en effet à emballer certains produits frais, notamment sur les marchés ou dans la restauration de rue.

Ces emballages sont fabriqués individuellement par des femmes qui sont souvent aussi les préparatrices ou les détaillantes des produits emballés

4- Quelques chiffres :

Les pays en développement consomment beaucoup moins d'emballages que les pays industrialisés (29 kg/an/habitant, contre 163 kg en moyenne dans les pays industrialisés) mais en produisent encore moins. Ainsi, la production africaine d'emballages ne représente que 0,5 % de la production mondiale contre 45 % pour l'Europe. La consommation de polypropylène par les PED représente 26 % de la consommation mondiale, alors qu'ils n'en produisent que 13 %.

--	--	--	--	--

Chapitre 2 : l'analyse des états de synthèse.

L'objet de l'analyse et du diagnostic est de faire le point sur la situation financière de l'entreprise en mettant en évidence ses forces et ses faiblesses. L'information comptable fournie par les documents de base : bilan et état de solde et de gestion est décisive pour la réalisation dudit objet.

La première partie et la deuxième traitent respectivement le bilan et l'ESG.

I- le bilan :

Le bilan d'une société montre sa position financière à un moment dans le temps. Ce n'est ni plus ni moins qu'une photo de la société.

C'est un document essentiel pour l'appréciation de la solvabilité et de l'équilibre financier de l'entreprise. L'évolution du total bilan pour l'entreprise « x » (voir annexe 1 et 9) se présente comme suit :

Année	1999	2000	2001
Total bilan	16045083,65	17754413,64	18999776,99

L'analyse de l'actif et du passif permettrait d'expliquer ces évolutions.

1- l'actif :

Tableau 1 : Actif par principaux postes.

Années	1999	2000	2001
Immo en non valeur	122684,73	122684,73	122684,73
Immo corp brut	10063317,18	10432335,78	10462335,78
Amortissement	6022445,28	6685755,38	7375402,86
Immo corp net	4040871,9	3746580,4	3086932,92
Immo financière	45079,95	45079,95	45079,95

Stock	3763426,2	3834560	5292178,7
créances de l'actif cir	7181568,6	8617143,85	8510763,62
T V P	-----	-----	-----
Ecart de conversion	-----	-----	-----
Trésorerie	1005562,7	1508687,69	2063747,95

L'examen de l'actif de cette entreprise fait ressortir les points suivants :

[pic] les immobilisations corporelles : représentent 45% du total bilan en 1999, 42% en 2000 et 39% en 2001.

Entre 99 et 2000 la valeur de ces immobilisations a augmenté de 3,6%, chose qui s'explique par des acquisitions concernant surtout matériel et outillages et matériel de transport (369018,6 DH) . Le volume des investissements est réduit à 30 000 DH entre 2000 et 2001.

* Constructions : elles sont largement amorties (voir annexe 4 et 11) : la durée d'exploitation est 14 ans alors que la durée de vie n'est que de 20 ans.

* Matériels et outillages : bien que 65% sont totalement amortis, ils sont encore exploités.

* Matériel informatique : 50% sont largement amortis et 50% sont encore neufs . l'entreprise investit annuellement dans ce volet.

* Mobilier de bureau : 75% sont totalement amortis.

[pic] les immobilisations financières : comprennent essentiellement les créances financières d'un montant de 45079,95 Dh qui stagnait depuis 1997. le portefeuille des titres de participation n'en comprend aucun (voir annexe 7).

[pic]les stocks : sont exclusivement constitués des matières et fournitures consommables.

L'évolution des stocks connaît une progression de 1,2% entre 1999 et 2000 et de 38% entre 2000 et 2001.

[pic] Clients et comptes rattachés : affiche une fluctuation . Sous l'effet de la croissance du CA et de l'allongement du délai règlement moyen, ce compte passe de 6262322,21 en 1999 à 7572851,05 en 2000.

[pic] Titres et valeurs de placement : on constate l'absence des TVP. En effet l'entreprise n'est pas suffisamment ouverte sur le marché financier. La culture boursière n'est pas encore implantée dans les esprits des dirigeants. Ce qui représente un vrai manque à gagner.

Conclusions et recommandations :

1- La grande partie des immobilisations corporelles est largement amortie.

Si l'entreprise ne procède pas à un renouvellement régulier de son outil de production, elle risque de subir des pertes sur plusieurs plans :

Produit : baisse de la qualité (précision, couleurs...) et augmentation du coût de revient à cause du taux de rebut qui est élevé.

Temps : avec des équipements obsolètes, le nombre de pannes augmente, ce qui entraîne automatiquement un arrêt de production notamment en cas d'absence d'une maintenance préventive.

Concurrence : l'entreprise ne peut en cas avoir une forte position sur son marché et concurrencier les autres entreprises avec un tel appareil productif.

2-Le montant des investissements reste modeste si on le compare avec celui du secteur « 438705000 Dh » d'ailleurs c'est ce qui explique le point précédent.

Cette politique d'investissement a des répercussions diverses notamment sur le plan fiscal : les amortissements constituent des charges déductibles qui viennent baisser la lourdeur fiscale en diminuant le montant de l'impôt .

3- sur le plan financier , l'entreprise n'est pas ouverte sur le marché financier.

Partant du fait qu'elle dégage des liquidités stockées dans la trésorerie, elle supporte un coût d'opportunité considérable. Alors qu'elle aurait pu fructifier son argent dans des placements bancaires, bon de trésorerie, titre de participation, certificat de dépôt. Il s'agit donc d'un manque à gagner.

4- En matière de stock (voir annexe 12), l'entreprise est invitée à rationaliser la quantité en stock. L'augmentation de cette dernière entraîne automatiquement l'accroissement du coût de possession.

2- le passif :

Tableau 2 : Passif par principaux postes.

Années	1999	2000	2001
Capitaux propres	10740007	12054243,33	12547051,82
Cap prop assimilés	-----	-----	-----
Dettes de financement	-----	73598,17	106414,66
Provision	-----	-----	-----
Ecart de conversion	-----	-----	-----
Dettes du passif circulant	4780524,62	5418977,51	6379127
Autres provisions			
Trésorerie passif	-----	174778,14	-----
Résultat	1114811,49	1314236,33	349773,89
			1592808,49

[pic] Capitaux propres (Voir annexe 3): les fonds propres et assimilés représentent en 2001 66% du total bilan.

Cette prédominance se justifie par la capitalisation des résultats nets des exercices antérieurs . le résultat de chaque exercice est inscrit au compte report à nouveau de l'exercice suivant.

Au cours de 1999 et 2000, l'entreprise n'a pas réparti le résultat d'où l'absence des réserves légales. En 2001, les capitaux propres ont accru de 4,08% . cela est dû à la répartition des résultats qui a donné lieu à la constatation des réserves légales.

[pic] Dettes de financement : Au cours de 1999, l'entreprise a investi un portefeuille de 428907,52 Dh pour l'acquisition de deux voitures de transport et 6 matériels informatiques. Ces acquisitions ont été financées par ses fonds propres . Toutefois, au cours de 2000, 28,8% des nouveaux investissements ont été financés par des établissements de crédits. En général ;

pour financer son cycle d'investissement, cette entreprise recourt essentiellement à ses fonds propres et il ne recourt pas au crédit bail (voir annexe 5).

La modestie des dettes de financement se répercute négativement sur l'impôt des sociétés (voir annexe 8 et 13) dont la valeur augmente suite à la baisse des charges financières.

Le mode de financement de « X » reste traditionnel, les emprunts obligataires peuvent constituer un gisement de collecte d'argent, mais c'est le statut juridique qui dit son mot !

[pic] Dettes du passif circulant : En 1999, les dettes du passif circulant représentaient 30% du total bilan, 30,52% en 2000 et 33,57% en 2001. Cette augmentation s'explique par l'accroissement de l'activité de l'entreprise et par l'importance des comptes d'associés.

[pic] Trésorerie passif : les valeurs nulles de ce compte en 2000 et 2001 témoignent de la liquidité de cette entreprise. par contre en 1999, la trésorerie passif était de 349773,89 Dh.

Conclusions :

Après cette analyse, il s'avère que le passif est dominé par les capitaux propres. Les dettes de financement participent peu ou pas au financement du cycle d'investissement.

l'entreprise ne profite pas de l'argent des autres ; elle ne fait pas jouer l'effet de levier.

Les deux avantages à tirer de cette situation sont :

- l'augmentation de l'autonomie financière de l'entreprise. Les banques n'ont pas leur mots à dire, deuxièmement.

- l'augmentation du gage des créanciers. La capacité d'emprunt reste importante.

3- les grandeurs d'équilibre :

Pour fonder une opinion d'ensemble sur la structure financière de l'entreprise, les soldes ou agrégats majeurs usuellement calculés sont le fonds de roulement fonctionnel « FR », le besoin de financement global « BFR » et la trésorerie.

3-1 : le fonds de roulement fonctionnel.

Le fonds de roulement = Financement permanent – Actif immobilisé.

Tableau 3 : calcul des grandeurs d'équilibre.

Années	1999	2000	2001
Financement permanent 12620649,99	10740007	12160657,99	
Actif immobilisé net 3133086,72	4094526,1	3794022,10	
Fonds de roulement 9487563,27	6645480,9	8366635,89	
Actif circulant 13802942,32	10944994,8	12451703,85	
Passif circulant 6379127	4955302,76	5593755,65	
Besoin en fonds de roulement 7423815,32	5989692,09	6857948,2	
Trésorerie nette 2063747,95	655788,81	1508687,69	

Source : bilan de l'entreprise fourni par la fiduciaire fidet.

D'après le tableau 3, le fonds de roulement couvre le besoin en fonds de roulement et permet en outre de dégager des liquidités. Cette situation, bien que favorable a priori, peut traduire une erreur de vision stratégique ou un sous emploi des capitaux de l'entreprise.

De 1999 à 2000 : on constate une croissance du FR de l'ordre de 25,90%. Le financement permanent a augmenté de 13,22% . l'entreprise dispose ainsi de plus de ressources, parallèlement l'actif immobilisé net a passé de 4094526,10 à 3794022,10 ; et ce car les nouvelles acquisitions effectuées au titre de l'exercice 2000 ne couvrent pas le montant total des amortissements.

De 2000 à 2001 : la tendance reste la même.

Le fait que le FR soit positif n'indique pas strictement en soi, que la situation est bonne ou mauvaise. Il convient de déterminer le BFR dégagé par l'exploitation et de le comparer au fonds de roulement pour pouvoir porter un jugement.

3-2 : le besoin en fonds de roulement .

Pour cette entreprise, le BFR est positif. Cela peut être dû à certains des facteurs suivants :

[pic] Un long délai de rotation des stocks.

[pic] Délai de règlement client supérieur au délai du fournisseur

[pic] Un long de processus de production .

[pic] Octroi de crédit .(impact favorable sur la politique commerciale).

L'examen ultérieur de certains ratios permettrait de savoir quel est le facteur principal derrière cette situation.

[pic] L'étude dynamique du besoin en fonds de roulement :

Le besoin de financement normatif est déterminé en tenant compte des normes d'exploitation de l'entreprise, c'est à dire de ses propres conditions d'activité. La méthode normative s'appuie sur les durées de rotation ou de paiement. Elle permet de déterminer le besoin de financement d'exploitation prévisionnel et le fonds de roulement nécessaire. Cette méthode normative ou dynamique complète la méthode descriptive ou statique de détermination du besoin de financement d'exploitation à partir du bilan.

Element du BFR pour 1 DH	Durées de rotation ou de paiement (1)	Coefficient de pondération
Besoin en nombre	Ressources en	
nombre du jour	de CA (HT)	du jour du CA
	(2)	(1) x (2) du CA
Stock	Stock moyen x 360	Achat rev ou coût de prod
	Achat revendu ou production vendue	Chiffre d'affaires HT
Pour les MP		
Pour les PF	= 122j	= 0,66
		80,52j

	= 1 j	=0,43	0,43 j
Client	Client compt ratta x 360	CA (TTC)	
	CA (TTC)	CA (HT)	133,10j
	= 110,92	= 1,20 j	
TVA rec/ chg	30/2 + délai de paiement.	TVA récupérable	
	= 65 j	CA (HT)	9,75 j
Fournisseur	Frs et comptes ratta x 360	Achat , autres chg externes	
	Achat et autres chg externes	CA (HT)	
	=94,61 j	=0,77	72,85j
TVA facturée	30/2 + Délai de paiement	TVA facturée / CA HT	
	=35j	=0,2	7,00 j
Personnel	30/2 + délai de paiement	Salaires / CA	
	= 15 j	= 0,08	1,20j
		223,80	81,05

Besoin de financement d 'exploitation normatif en jours de CA (HT) = Emplois (besoins) en jorurs – ressources en jour.

Donc, BFE normatif = 223,80 – 81,05 = 142,75j.

II-Analyse de l'état des soldes de gestion.

A partir de l 'état des soldes de gestion, il est établi un tableau de formation des résultats qui détermine par étapes successives la formation du résultat, en mettant en évidence sept soldes intermédiaires qui seront étudiés ci-après.

1- le tableau de formation des résultats.

Tableau 4 : tableau de formation des résultats.

Années	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires 20146919,16	15847877,53	21005913,95	
Production	15980991,33	20999790,15	20046919,16
Consommation 15591948,09	12301305,41	17339310,91	
Valeur ajoutée	3679685,92	3660479,24	4454971,07
E B E	2162026,33	2079292,40	2754969,42
Résultat d'exploitation 2064034,04	1410225,89	1409769,80	
Résultat financier	142169,67	185772,29	139885,74
Résultat courant	1552395,56	1595542,09	1924148,30
Résultat non courant	201110,07	717,76	8352,19
Résultat net de l'exercice. 1592808,49	1114811,49	1314236,33	

Source : C P C (voir annexe 2 et 10) de l'entreprise fourni par la fiduciaire fidet.

Evolution du chiffre d'affaires :

[pic]

Graph 1 : Après une hausse importante du CA, il a regréssé légèrement en 2001 (-%), a cause d'une baisse de production comme le montre le graphe 3 relatif à la production. Mais en général le CA dégagé reste important.

Evolution du résultat net :

[pic]

Graph 2

le résultat net de l'exercice constitue la mesure comptable de l'enrichissement ou d'appauvrissement de l'entreprise. Pour cette société, ce résultat est en progression. Il a évolué de 42%.

L'explication de cette évolution sera faite à travers l'explication des variations de ses différentes composantes à savoir : la production, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation.

1- La production :

Si le chiffre d'affaires traduit le dynamisme commercial de l'entreprise, il n'est pas toujours significatif de l'activité réelle de celle – ci. C'est pourquoi on a recours pour les entreprises industrielles au concept de production. L'intérêt de ce concept est tout d'abord fonder une opinion valable sur le niveau d'activité de l'entreprise.

[pic]

Graphe 3

1999 – 2000 : Comme on l'a déjà cité, le secteur de l'emballage est un secteur porteur qui connaît une demande croissante. C'est pourquoi, la production a enregistré une évolution de 31% suite à une augmentation des ventes de produits et services .

En 99, la variation des stocks de produits était positive, ce qui est un signe d'une mauvaise gestion des stocks . toutefois, en 2000 l'entreprise s'est rattrapée à ce niveau, et les stocks ont enregistré une variation négative.

2000 – 2001 : une baisse de la production reflète un recul de l'activité productrice de l'entreprise suite à une baisse des ventes de produits et services et une plus grande maîtrise au niveau des stocks. Il reste à signaler que la production moyenne du secteur (qui comprend 321 entreprises) est d'ordre de 12641361,37 Dh, celle de l'entreprise en 2001 est de 20046919,16 Dh . Donc, cette société est en avance .

2- La valeur ajoutée (VA) :

[pic]

[pic] S'agissant de cette entreprise, les ratios de la VA nous fournissent les informations suivantes :

Ratio	1999	2000	2001
Variation de VA	- 0,52%	+ 21,7%	
VA / production	2,3%	1,74%	22%
VA/ immo d'exp	0,37	0,35	0,43

2000 – 2001 : malgré une légère baisse de la production, l'entreprise a dégagé une forte valeur ajoutée (plus de 21,7% par rapport à l'année précédente). Et ce grâce à une maîtrise des charges et plus exactement de la politique d'approvisionnement .

- la valeur ajoutée représente par rapport à la production 2,3%, 1,47%, 22% respectivement en 1999, 2000, 2001. cette forte évolution du degré d'intégration de l'entreprise nous amène à constater une augmentation du rôle économique de ladite société en tant que créatrice de la richesse.

- Avec des immobilisations bruts presque équivalents durant les trois années, 1 Dh d'immobilisation brute rapporte en 2000 et en 2000 ; 35% de la valeur ajoutée contre 43% en 2001.

1999 – 2000 : l'augmentation de la production de 31,4% a été accompagnée par une croissance plus forte de la consommation. La VA a baissé sensiblement de (- 0,52%). Parallèlement, le taux de la productivité de la main d'œuvre a regressé car les charges du personnel ont augmenté par rapport à la VA . Force est de constater alors que l'entreprise doit trouver le compromis du dilemme : augmentation de la production et la motivation du personnel qui constitue l'un des rouages indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise.

[pic] Concernant la répartition de la VA :

Années	1999	2000	2001
Chg persl / VA	39%	41%	36%

Chg fin / VA	0,0113%	1,2%	4%
Impôt&tax/VA	2%	2%	2%
Amortiss / VA			

les charges du personnel en représentent la partie la plus élevée (44% en 2000 contre 36% en 2001) .

En effet, cette baisse est due essentiellement à une croissance de la VA plus que proportionnelle de la variation des charges du personnel (7%). Ceci dénote d'une bonne productivité. Il est à signaler que le montant moyen des charges du personnel du secteur est 2045831,78[1] Dh. Si on le compare avec celui de l'entreprise (1618441, 45), on tire la conclusion que cette société maîtrise ses charges du personnel. Cela peut s'expliquer par le fait que l'effectif du personnel de ladite entreprise est inférieur à l'effectif moyen du secteur.

Pour une valeur ajoutée relativement stable (en 1999 et 2000), les frais financiers ont enregistré une hausse importante à cause des pertes de changes et des frais d'intérêts afférents aux dettes de financement auxquelles l'entreprise a eu recours en 2000. on peut relever la même chose pour l'exercice 2001.

1.3- L'excédent brut d'exploitation (EBE) :

[pic] En négligeant l'incidence des impôts et taxes (dont le montant est en général faible, relativement aux frais de personnel du fait de l'exclusion de la TVA sur les ventes et de l'impôt sur les sociétés) l'excédent brut d'exploitation est la survaleur apportée par le capital économique (machines, équipements divers) .

[pic]

[pic] Durant 1999 et 2000, l'EBE a connu une baisse de 3,82% . c'est à dire une regression légère du flux de trésorerie généré par l'exploitation. En négligeant la faible variation de la VA, on peut dire que cette baisse est due essentiellement à l'absorption de la VA par les impôts et surtout par les charges du personnel.

[pic] 2000 – 2001 : après une baisse en 2000, l'EBE a favorablement évolué en une hausse de 32,5%. A ce titre, en 2001 ; l'entreprise a été plus performante et plus apte à générer des ressources de trésorerie. Cette progression s'explique par l'augmentation du taux de croissance de la valeur ajoutée qui a passé se 3660479,24 à 4454971,07.

2- la capacité d'autofinancement (CAF).

Années	2001	2000
CAF	73623,35	74543,48

Etant donnée que la CAF est positive, le cycle d'exploitation dégage des ressources lesquelles peuvent être exploitées dans les investissements,remboursement des dettes...

Chapitre 3 : l'analyse financière par la méthode des ratios.

I- l'analyse de la structure financière :

L'analyse de la structure financière est étudiée à partir de l'analyse de l'autonomie financière, de la liquidité et des ratios du besoin de fonds de roulement.

1- l'autonomie financière et l'endettement

a- l'autonomie financière :

Ratio	1999	2000	2001
Cap propre passif	66,93%	67,89%	66,03%
Dettes totales passif	30,88%	32,1%	33,96%

- Les ratios de l'autonomie financière relèvent que l'entreprise a une forte autonomie financière. Elle est donc indépendante des établissements de crédit. Cette situation favorise les créanciers qui voient les capitaux propres dominés, par contre elle n'est pas bénéficiaire à l'entreprise du moment qu'elle ne fait pas jouer l'effet de levier.

L'effet de levier permet à l'entreprise d'assurer le financement de ses investissements moyennant les fonds des autres d'autant que plus que la déductibilité fiscale des charges et intérêts améliore la rentabilité des capitaux.

-La part des dettes totales dans le passif a augmenté sensiblement, ceci est dû au recours à l'endettement auprès des établissements de crédit. Ce ratio qui s'élève environ à 32% traduit une situation positive.

b- L'endettement à terme :

Ratio	1999	2000	2001
Dettes de fin	0%	8,82 10 ⁻³	5,86 10 ⁻³
Cap propres			

Ces résultats montrent que :

- la situation financière de l'entreprise respecte la norme bancaire relative à ce ratio qui doit pas être supérieur à 1.

- l'entreprise a une capacité d'endettement potentielle, signe de flexibilité financière. Elle recourt essentiellement à ses fonds propres pour financer son cycle d'exploitation.

c- La capacité de remboursement des dettes à terme :

Ratio	1999	2000	2001
Dettes de fin	0	10644,66	73598,17
Capacité d'autofinancement	2062498,3	1983758,93	2283743,87
	= 0 jours	= 19 jours	11,6 jpours

Comme on peut le constater, la durée nécessaire au remboursement des dettes à terme au moyen de la capacité d'autofinancement est très courte voire nulle. Cela vient en concordance avec les constatations déjà formulées.

2- les ratios de la liquidité :

Ratio		1999	2000	2001
Liquidité générale	Actif circulant	2,25	2,49	2,48
	Passif circulant			
Liquidité réduite	AC – stocks	1,45	1,81	1,65
	Passif circulant			
Liquidité immédiate	Disponibilités	18,95%	26,97%	32,35%
	Passif circulant			

L'examen de la liquidité tant générale que réduite montre l'aptitude de l'entreprise à honorer intégralement ses dettes à court terme.

Quant à la liquidité immédiate, elle montre l'insuffisance des disponibilités pour couvrir les dettes à moins d'un an.

3-Les ratios du fonds de roulement :

Ratios		1999	2000	2001
Rotation du crédit				
$\frac{4660732}{14777273} \times 360$		$\frac{3485927,17}{11804882,6} \times 360$	$\frac{4089856}{16599244} \times 360$	
fournisseur	Dettes fournisseurs x 360			
	Achats TTC	$= 88,58 \text{ J}$	$= 73,9 \text{ j}$	$= 94,61 \text{ j}$
Rotation des créances				
commerciales				
$\frac{7449211}{20146909} \times 360$	$\frac{\text{créances client} \times 360}{\text{ventes de biens et services}}$	$\frac{6262322}{15874877} \times 360$	$\frac{7572851}{21005914} \times 360$	
		$= 118,3 \text{ j}$	$= 108,15 \text{ j}$	$= 110,92 \text{ j}$
Stock moyen (PF)	Stock initial + stock final		53056,9	103051,9
$\frac{49995}{2}$				
Délai moyen	Stock moyen de PF* 360		$53056,9 \times 360$	103052×360
$\frac{49995}{20146909,6}$	Production vendue		15874877,53	21005913,95
d'écoulement de produits finis		$= 1,2 \text{ j}$	$= 1,8 \text{ j}$	$= 0,89 \text{ j}$

L'évolution du délai règlement fournisseur: plus ce délai est allongé plus c'est bénéfique pour l'entreprise.

Entre 2000 et 2001, il a augmenté de 14,68 j chose qui témoigne d'une légère amélioration du pouvoir de négociation de l'entreprise.

L'évolution du délai règlement-client: un raccourcissement du délai règlement client a été constaté entre 1999 et 2000, il a passé de 118,34j à 108,15j soit une réduction de 10,19j. Cependant cette tendance positive n'a pas duré longtemps puisqu'au 2001, le délai a augmenté de 2,77 .

Délai moyen d'écoulement des stocks de PF : il traduit la moyenne qui s'écoule entre la date d'entrée en stock et la sortie des mêmes stocks c-à-d le délai moyen pour que le stock se transforme en créance.

Comme on peut le constater ce délai est très faible, cela signifie que les stocks de produits finis tourne à une forte vitesse, leur renouvellement ne nécessite qu' un jour.

Recommandation :

Durant cette période (de 1999 à 2001), les délais règlement fournisseurs sont inférieurs aux délais règlement clients. L'entreprise paye ses fournisseurs avant d'être payée par ses clients. Donc L'entreprise est invitée à revoir sa politique de gestion des débiteurs ou de renégocier les délais fournisseurs pour qu'elle puisse éviter des problèmes de trésorerie.

II- L'analyse de la rentabilité :

On peut appréhender les performances de l'entreprise soit au niveau de la rentabilité d'exploitation soit au niveau de la rentabilité économique et financière.

1- Les ratios de la rentabilité d'exploitation :

Ratios	1999	2000	2001
EBE / CA (HT)	13,62%	9,9%	13,67%
Rt d'exploitation/CA	8,88%	6,71%	10,24%

- Le ratio EBE/CA correspond aux taux de marge d'exploitation, il traduit la performance de l'entreprise à travers son aptitude à générer des ressources de trésorerie.

La baisse de ce ratio : 9,9% en 2000 contre 13,62% en 1999 reflète une situation dégradée par suite de l'accroissement des charges d'exploitation. En 2002, il retrouve son niveau initial (13,67%), la productivité étant améliorée.

- - Le ratio Rt d'exploitation / CA permet de faire apparaître le niveau relatif du résultat indépendamment de la politique financière et de l'impact de la fiscalité. Son évolution ressemble en quelque sorte à celle du ratio précédent : après une baisse sensible, il enregistre une hausse pour atteindre 10,24%.

L'entreprise a été en 2001 plus performante

2- La rentabilité économique :

Ratio	1999	2000	2001
Résultat net	1114811,49	1314236,33	1592808,49
Actif	16045083,65	17754413,64	18999776,99
Rt net / actif	6,95%	7,40%	8,38%

A partir de ce tableau on peut dire qu'un dirham d'actif rapporte 6,95 en 1999, 7,40 en 2000 et 8,38. Même si la rentabilité économique est en croissance, elle reste relativement faible.

La décomposition de la rentabilité économique :

Le ratio de la rentabilité économique peut être décomposé en un produit de deux facteurs :

Rt net	Rt net	CA
Actif	CA	Actif

Il dépend donc à la fois du taux de rotation de l'actif et de la marge commerciale.

En 2001 :

Rt net	1592808,49
CA	20146909,16

CA	20146909,16
Actif	18999776,99

Cette décomposition nous permet de constater que l'entreprise procède d'une politique de marges faibles associée à une forte rotation de l'actif.

La rentabilité économique et l'effet de levier :

L'effet de levier permet à l'entreprise de financer ses investissements par l'argent des autres, il peut jouer dans le sens positif ou négatif. Dans le premier cas la rentabilité économique sera plus élevée que si les investissements ont été financés par les fonds propres.

Par exemple si une entreprise finance un investissement de 20000 dh par fonds propres et dégage une rentabilité de 15%, ce même investissement dégagerait une rentabilité de 30% s'il a été financé à hauteur de 50% 50% en raison de la déductibilité des charges financières.

Dans le deuxième cas c-à-d (effet à sens négatif), il est observé le contraire.

L'effet de levier joue positivement lorsque le taux d'intérêt bancaire est inférieur à la rentabilité économique et vice versa.

Illustration : pour un taux bancaire de 9% et une rentabilité de 15%, l'entreprise dépense 9dh pour gagner 15 dh chose qui est certe bénéficiaire . Si on prend le cas contraire : un taux bancaire de 15% et une rentabilité de 9%, l'entreprise qui opte pour le crédit pour financer ses investissement subit une perte sèche, car elle dépense 15 dh pour gagner 9 dh.

Remarque :

Avant de calculer la rentabilité économique, il a été fait une remarque concernant la structure financière du bilan qui est que l'entreprise se base principalement sur ses fonds propres pour financer ses investissements, puis il a été signalé que cette situation ne lui profite pas du moment qu'elle ne fait pas jouer l'effet de levier. Mais à la lumière des résultats trouvés après calcul de la rentabilité économique (6,95% ; 7,40 % ; 8,38%), on constate qu'elle est faible par rapport au taux bancaire qui dans son niveau le plus bas atteint 6% ou 7%.

Conclusion :

La rentabilité économique ne permet pas à l'entreprise de recourir au financement extérieur. Il est recommandé à l'entreprise d'essayer de rapporter la rentabilité économique à un taux plus élevé pour pouvoir profiter de l'effet de levier et par conséquent voir sa rentabilité accroître et croître.

3-La rentabilité financière :

	1999	2000	2001
Rt net	1114811,49	1314236,33	1592808,49
Cap. Propres	10740007	12054243,33	12547051,82
Rt net/cap.propres	0,10	0,11	0,12

Durant ces trois années , la rentabilité financière a été maintenue a un niveau bas à cause des montants faibles des crédits octroyés.

Comme la rentabilité économique, la rentabilité financière se décompose en trois facteurs :

Rt net cap.propre	Rt net CA	CA actif total	actif total cap.propre
Rt net 18999776,99	1592808,49	CA	20146909,16
CA 12547051,82	20146909,16	Actif total	18999776,99
Rt net /CA	7,9%	CA/Actif total	1,06
			Actif total / Cap.propre
			1,51

En 2001 :

La rentabilité financière de l'entreprise est principalement fonction de la structure du bilan.

Chapitre 4 : l'analyse financière dynamique.

I- Tableau de financement et son interprétation:

Alors que l'analyse financière statique basée sur le bilan permet de fonder une opinion sur l'équilibre financier et la situation de trésorerie de l'entreprise à un moment donné, l'analyse des flux financiers vient compléter le diagnostic par une approche plus dynamique des mouvements financiers de l'entreprise au cours de l'exercice. Les flux financiers n'apparaissent explicitement ni dans le bilan , qui donne une photographie de l'entreprise à un moment donné, ni dans le CPC qui regroupe les flux réels de la période. Aussi, il est nécessaire de recourir au tableau de financement qui met en évidence l'évolution financière de l'entreprise au cours de l'exercice en décrivant les ressources dont elle a et les emplois qu'elle en a effectués.

Le tableau de financement est un tableau des emplois et des ressources qui explique les variations du patrimoine de l'entreprise au cours de la période de référence. En règle général, tout accroissement d'un élément de l'actif (variation positive) et toute baisse d'un élément du passif (variation négative) constitue des emplois. A contrario, toute augmentation d'un poste de passif (variation positive) et toute diminution d'un poste de l'actif (variation négative) représente une ressource.

Le tableau de financement est donc un tableau de flux qui constitue un outil d'analyse privilégié ; rompant avec l'optique patrimoniale, il repose sur une approche dynamique et cherche à mettre en évidence les choix stratégiques de l'entreprise (stratégie de croissance, de financement, de distribution de dividendes, de recentrage...) et leurs conséquences pour l'avenir de celle – ci.

1- le tableau de financement :

I. Synthèse des masses du bilan

Masses	Ex 2000	Ex 2001	Variation Emplois	ressources
Financement permanent	12160657,99	12620649,99		
Moins actif immobilisé	3794022,10	3133086,72		
=Fonds de roulement fonctionnel	8366635,89	9487563,27		
1120927,38				
Actif circulant	12451703,85	13802942,32		
Moins passif circulant	5593755,65	6379127,00		
= besoin de financement global	6857948,2	7423815,32		565867,12
Trésorerie nette	1508687,69	2063747,95		555060,26

II. Emplois et ressources

I. ressources stables	Emplois	Ressources
Autofinancement		73623,35
Capacité d'autofinancement		73623,35
- Distribution de bénéfices		-----
Cessions, réduction d'immo		-----
Cession des immo incorporelle		
Cession des immo corporelles		
Cession des immo financières		
Augmentation des capitaux propres et assimilés		-----

Augmentation de capital, apports					
Subventions d'investissement					
Augmentation des dettes de financement					
Total 1- ressources stables			-----		
Emplois stables de l'exercice			73623,35		
Acquisition et augmentation d'immobilisation					
Acquisition d'immo incorporelle	30 000				
Acquisition d'immo corporelles					
Acquisition d'immo financières					
Remboursement des capitaux propres					
Remboursement des dettes de financement					
Total 2- Emplois stables	32816,49	62816,49			
Variation du besoin de financement global		565867,12			
Variation de la trésorerie			555060,26		
Total général	628683,61		628683,61		

2- Interprétations :

Malgré l'état des immobilisations qui sont totalement ou largement amorties, cette entreprise a réalisé un modeste programme d'investissement ; si on le compare avec celui du secteur « 438705000 Dh » ; d'une enveloppe financière de 369108,6 en 2000 et seulement 30 000 en 2001. A ce titre, les immobilisations ont augmenté de 3,6% et 0,02% respectivement en 2000 et 2001.

Puisque l'augmentation des immobilisations corporelles l'emporte largement sur l'augmentation des immobilisations financières, l'entreprise met en œuvre une stratégie de croissance interne.

les dettes de financement ont contribué au financement de 30% du montant total des investissements alors que la grande part (70%) revient au fonds de roulement. L'entreprise a dû rembourser en 2001 une partie de ses dettes soit un remboursement de 32816,49.

Pour financer ses emplois, la société a dégagé 73623,35 Dh de ressources stables émanant principalement d'un autofinancement. Cette augmentation plus proportionnelle des ressources stables sur les emplois stables a contribué à l'augmentation du fonds de roulement fonctionnel de 13,4%.

Au même temps, le besoin de financement global s'est accru de 565867,17. ce besoin additionnel est couvert à raison de 100% par l'augmentation du FR, d'où une augmentation de la trésorerie qui enregistre une variation positive de l'ordre de 555060,26. la variation positive du fonds de roulement traduit une amélioration de la structure financière de l'entreprise.

Conclusion :

En guise de conclusion de ce thème concernant l'analyse de la situation financière d'une entreprise industrielle, nous pouvons déduire :

[pic] qu'il est en bonne santé sur le plan financier puisqu'elle arrive à financer son fonctionnement. les grandeurs d'équilibre sont respectées (un fonds de roulement positif, un besoin en fonds de roulement maîtrisable et une trésorerie nette positive). Les besoins de financement sont entièrement financés par des ressources permanentes dont l'importance permet de dégager des disponibilités cependant il convient de rechercher si elles ne couvrent pas un sous – emploi de capitaux.

[pic] Une recommandation est faite au niveau de la gestion des débiteurs, l'entreprise est invitée à revoir sa politique car les délais règlements clients est inférieur aux délais règlements fournisseurs pour qu'elle puisse honorer ses engagements et renforcer sa solvabilité.

[pic] Partant du fait qu'elle dégage des liquidités stockés dans la trésorerie, elle supporte un coût d'opportunité considérable. Alors, elle est invitée à fructifier son argent dans des placements bancaires, bon de trésorerie, titre de participation, certificat de dépôt. Le cas échéant, il s'agira d'un manque à gagner.

Annexes :

Exercice 2001 :

Annexe 1 : Bilan de l'entreprise.

Annexe 2 : Compte de produit et charge.

Annexe 3 : Etat de répartition du capital social.

Annexe 4 : Tableau des amortissement.

Annexe 5 : Tableau des biens en crédit-bail.

Annexe 6 : Tableau des plus au moins values sur cessions ou retrait d'immobilisation.

Annexe 7 : Tableau des titres de participation.

Annexe 8 : Etat pour le calcul de l'impôt dû par les entreprises bénéficiaires des mesures d'encouragement aux entreprises.

Exercice 1999 :

Annexe 9 : Bilan de l'entreprise.

Annexe 10 : Compte de produit et charge.

Annexe 11: Etat de dotation aux amortissements relatifs aux immobilisation.

Annexe 12 : Etat détaillé des stocks.

Annexe 13 : Passage du resultat net comptable au resultat net fiscal.

Bibliographie :

[pic] Rachid Belkahia « Finance d'entreprise ». Edition

[pic] Delahay jacqueline « Gestion financière » . Edition Dunod. Année : 1995.

[pic] « Site internet : www.mci.gov.ma ».

[pic] « Moteur de recherche : [www. Google.Fr](http://www.Google.Fr) »

[pic] Pieces annexes à la déclaration fiscale de l'impôt sur les sociétés pour l'entreprise .

Table des matières :

Remerciement.

Sommaire.

Introduction.

Préliminaires : Note de présentation de la fiduciaire.

1- Historique.....	3
2- Activités.....	3
3- Fiche signalétique.....	5
4- La stucture.....	6
5- La procédure de travail du service comptable.	7

Partie I : L'analyse financière en théorie.

Chapitre 1 : Etude des états de synthèses .

I : le bilan.

1- le bilan fonctionnel.....	12
2- Le bilan financier.....	14
3- Fonds de roulement ; besoin en fonds de roulement	

4- Relation entre FR, BFR et la trésorerie....	16
II : Etat des soldes de gestion.	
1- la marge brute.....	17
2- La production.....	17
3- La valeur ajoutée.....	18
4- L'excédent brut d'exploitation.....	18
5- La capacité d'autofinancement.....	19
Chapitre 2 : l'analyse financière par la méthode des ratios.	20
I : Ratios de la structure .	
1- Ratio de l'autonomie financière.....	21
2- L'endettement à terme.....	22
3- La capacité de remboursement des dettes à terme.	
II : Ratios de liquidité.	
1- Ratio de liquidité générale.....	23
2- Ratio de liquidité réduite	23
3- Ratio de liquidité immédiate.....	23
III : Ratio de besoin en fonds de roulement.	
1- créances clients	23
2- Dettes fournisseurs.....	24
3- Rotatio des stocks.....	24
Chapitre 3: Diagnostic du secteur (modèle d'une étude sectorielle).	
1- caractéristique de l'industrie.....	25
2- Moteurs de changement.....	25
3- Tendances d'emploi.....	25
4- Pratiques de gestion des ressources humaines.	
Partie II : l'analyse financière en pratique.	
Chapitre 1 : les résultats du diagnostic du secteur.	
I- les limites du diagnostic.....	27
II-les résultats.....	27
1- les points forts des emballages.....	27
2- Les points faibles.....	30
3- Analyse de la concurrence.....	30
4- Quelques chiffres.....	31
Chapitre 2 : l'analyse des états de synthèse.	
I- le bilan.	
1- l'actif.....	32
2- Le passif.....	35
3- Les grandeurs d'équilibre.....	37
II- Analyse de l'état des soldes de gestion.	
1- tableau de formation des résultats.....	40
2- Capacité d'autofinancement.....	45
Chapitre 3 : l'analyse financière par la méthode des ratios.	
I- Analyse de la structure financière.	
1- l'autonomie financière et l'endettement....	46
2- Ratios de la liquidité.....	47
3- Ratios de fonds de roulement.....	48
II- Analyse de la rentabilité :	
1- les ratios de la rentabilités d'exploitation...	49
2- La rentabilité économique.....	50

3- La rentabilité financière.....	52
Chapitre 4 : Analyse financière dynamique.	
I- tableau de financement.....	53
II- Interprétation.....	55
Conclusion.....	57
Annexes.....	58

 [1] « selon les statistiques du ministère du commerce et d'industrie »

Direction Générale

Département de gestion et travaux de secrétariat

Secrétariat

Standard – bureau
 d'ordre

Coursier - chauffeurs

Département de travaux comptables et informatiques

Portefeuilles

comptables
 N° 1 à 7

Département de travaux juridiques et fiscaux

Rédacteurs

Responsable études

Source : bilan de l'entreprise fourni par la fiduciaire fidet.

=

x

=

=

7,9%

=

=

1,06

(Marge commerciale)

(Rotation de l'actif)

=

x

x

ou

Dettes de financement

Capacité d'autofinancement

Résultat d'exploitation

Charges financières

Actif circulant (y compris trésorerie)

Passif circulant (y compris la trésorerie)